

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 36.160/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 26 novembre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel "portant modification de l'annexe à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1999 portant exécution de l'arrêté royal du 20 décembre 1999 fixant les conditions d'octroi, le tarif et les modalités de paiement de l'indemnité allouée aux avocats en exécution des articles 508/19, 508/20, 508/22 et 508/23, du Code judiciaire", a donné le 8 décembre 2003 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte, ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

1. L'arrêté ministériel en projet vise, par le remplacement du point 9 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1999 portant exécution de l'arrêté royal du 20 décembre 1999 fixant les conditions d'octroi, le tarif et les modalités de paiement de l'indemnité allouée aux avocats en exécution des articles 508/19, 508/20, 508/22 et 508/23 du Code judiciaire ¹, à affiner les différentes pondérations allouées par les bureaux d'aide juridique aux prestations particulières des avocats chargés d'assurer l'aide juridique de deuxième ligne dans les matières relevant du droit administratif.

2. En ce qui concerne les instances autres que le Conseil d'État, l'arrêté en projet n'apporte qu'une seule modification par rapport au point 9.1., actuel, de l'annexe à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1999, précité, à savoir une modulation des points attribués pour les prestations devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, selon qu'il y a eu ou non audition du demandeur d'asile.

Dans la mesure où le point 9.1., nouveau, de l'annexe continue cependant à se référer à la notion de "Procédure de régularisation de réfugiés", il appelle tout d'abord la même observation que celle formulée sous le point 1 de l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er} dans l'avis 36.158/2, donné le 8 décembre 2003 ². S'il s'agit effectivement d'entendre par cette notion la procédure de régularisation organisée par la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire

(1) Arrêté adopté vu l'urgence et donc non soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État.

(2) Sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions de la gratuité totale ou partielle du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire".

du Royaume, le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi ne seraient alors visés que les réfugiés. Outre que la question se pose de savoir s'il ne convient pas plutôt de se référer aux personnes ayant introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 22 décembre 1999, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que cette loi vise des personnes autres que des réfugiés en cours de procédure.

3.1. L'arrêté en projet modifie profondément le système de répartition des points dans le cadre des procédures devant le Conseil d'État ³.

Alors que le point 9.2., actuel, de l'annexe à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1999 prévoit que 25 points sont attribués devant le Conseil d'État, le nouveau point 9.2., en projet, introduit, pour l'ensemble des contentieux devant le Conseil d'État, une ventilation des points attribués, allant de 4 à 50 points et qui est fonction d'un certain nombre de critères fondés, d'une part, sur le contenu, sommaire ou non, des requêtes et, d'autre part, sur le nombre d'arrêts prononcés par le Conseil d'État dans le cadre d'une procédure en annulation et/ou en suspension.

Ces critères, qui semblent inspirés de la proposition de l'Ordre des Barreaux francophone et germanophone et de l'Ordre van Vlaamse Balies ⁴, tendent à mieux prendre en considération tant la dualité de la procédure devant le Conseil d'État (annulation/suspension) que l'introduction de procédures simplifiées ou accélérées, fondées notamment sur le caractère manifestement irrecevable ou manifestement non fondé d'une requête.

(3) Voir essentiellement : l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section de législation du Conseil d'État (ci-après "le règlement général de procédure"), l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État et l'arrêté royal du 9 juillet 2000 portant règlement de procédure particulier au contentieux des décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.

(4) Cette proposition, qui est expressément prévue par l'article 2, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 20 décembre 1999, précité, n'a pas été jointe à la demande d'avis adressée au Conseil d'État.

Certains des critères ainsi retenus semblent parfois manquer de pertinence au regard des règles de procédure appliquées devant le Conseil d'État. D'autres critères sont susceptibles de donner lieu à des divergences d'interprétation par les bureaux d'aide juridique. D'autres critères enfin sont susceptibles de poser problème dans la mesure où ils se réfèrent au prononcé d'un ou de plusieurs arrêts, sans prendre en considération ni le type d'arrêt prononcé ni la nature de la prestation accomplie par l'avocat dans le cadre de la procédure y relative.

3.2. Ainsi, le Conseil d'État n'aperçoit pas clairement comment les bureaux d'aide juridique seront amenés à considérer qu'une requête est ou non sommairement motivée. Cette appréciation sera-t-elle fonction du nombre de moyens soulevés, de la façon dont les moyens sont développés, du nombre de pages de la requête quel qu'en soit le contenu, ...? Si cette appréciation devait par ailleurs être portée sans qu'il soit tenu compte des suites réservées à la requête par le Conseil d'État, elle pourrait s'avérer dépourvue de toute pertinence par rapport à l'arrêt finalement prononcé. Il n'est en effet pas exclu qu'une requête sommairement ou brièvement motivée puisse donner lieu à une annulation ou à une suspension ordonnée par le Conseil d'État. Une requête sommairement motivée n'est en effet pas synonyme de requête non adéquatement motivée et il se peut par ailleurs qu'une requête même sommairement motivée soit examinée par le Conseil d'État, notamment parce qu'il convient de retenir un moyen d'ordre public qui peut même ne pas avoir été invoqué à l'appui de la requête. A l'opposé, une requête même longuement motivée peut très bien être déclarée manifestement non fondée par le Conseil d'État. En réalité, cette notion ne trouve pas d'appui dans la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'État. Ne serait-il pas plus pertinent de se référer au caractère manifestement irrecevable ou non fondé d'une requête ⁵, résultant d'un arrêt du Conseil d'État prononcé en ce sens?

3.3. Les notions de "requête motivée, ne donnant pas lieu au prononcé d'un arrêt" et de "requêtes motivées en annulation et en suspension, ne donnant pas lieu au prononcé d'un arrêt" se rapportent à une problématique très spécifique, à savoir les

⁽⁵⁾ À ne pas confondre avec la procédure d'amende pour "recours manifestement abusif" au sens de l'article 37 des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

requêtes qui ne sont pas enrôlées parce qu'il manque certains éléments ⁶, ainsi que les requêtes qui, après avoir été enrôlées sous le bénéfice d'une demande de pro deo, sont par la suite simplement biffées du rôle pour n'avoir pas été dûment revêtues des timbres requis à la suite d'une ordonnance de refus de pro deo ⁷. Dans tous ces cas, qui engendrent un encombrement inutile du greffe, le défaut d'enrôlement et la biffure du rôle résultent de ce qu'un avocat, lorsque le requérant n'agit pas seul, n'a pas donné suite à une invitation expresse du greffe de régulariser la requête dans le délai imparti. Il ne semble dès lors pas pertinent de prévoir l'octroi de points dans de telles situations, qui plus est lorsque le nombre de points est plus élevé que celui attribué pour des requêtes valablement introduites, mais sommairement motivées.

3.4. Le troisième critère sur lequel se fonde le projet d'arrêté est celui du nombre d'arrêts prononcés (un seul arrêt sur une requête motivée ⁸ - un seul arrêt sur des requêtes motivées en suspension et en annulation ⁹ - deux arrêts sur des requêtes motivées en suspension et en annulation ¹⁰).

(6) Voir les articles 3, alinéa 3, et 20, alinéa 3, de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, précité.

(7) Voir l'article 81 du règlement général de procédure.

(8) Ceci peut se produire dans le cas d'un arrêt de rejet d'une demande de suspension(vraisemblablement introduite en extrême urgence) et non suivie d'un recours en annulation, dans le cas d'un recours en annulation non accompagné d'une demande de suspension, dans le cas d'une demande d'astreinte à la suite d'un arrêt d'annulation(article 36 des lois coordonnées sur le Conseil d'État) ou en cas d'une demande de mesures provisoires dans le cadre de la procédure en suspension(article 25 de l'arrêté royal du 5 décembre 2001, précité; article 9 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, précité).

(9) Ceci se produit dans le cas des procédures abrégées (recours en annulation manifestement fondés, manifestement non fondés ou manifestement irrecevables, tant en application du règlement général de procédure [articles 93 et 94] qu'en vertu de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, précité [article 27] / recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts en application de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, précité [article 26]), lorsqu'il est donc statué par un seul arrêt sur la demande de suspension et sur le recours en annulation.

(10) Ceci se produit dans le cas où l'examen des requêtes se déroule en deux temps: tout d'abord au contentieux de la suspension; ensuite, au contentieux de l'annulation.

Sans doute convient-il d'entendre par "arrêt(s)", les arrêts qui ont pour effet de clôturer une requête (soit de suspension, soit d'annulation, soit des deux simultanément), avec cette conséquence que ne sont pas visés les arrêts interlocutoires, tels des arrêts de réouverture des débats.

L'attention de l'auteur du projet est également attirée sur ce que le simple fait du prononcé d'un arrêt n'implique pas nécessairement une prestation complémentaire d'un avocat. Il peut tout d'abord s'agir d'arrêts de rejet, soit de la suspension ¹¹, soit de l'annulation ¹², du simple fait du défaut de l'avocat(et du requérant) à l'audience. Il y a également les arrêts qui décrètent le désistement d'instance soit en raison du défaut de demande de poursuite de la procédure à la suite de la notification, soit d'un arrêt de rejet de la suspension ¹³, soit du rapport de l'auditeur dans lequel est proposé le rejet ou la déclaration d'irrecevabilité du recours ¹⁴. Il y a enfin des arrêts qui constatent l'absence de l'intérêt requis lorsque la partie requérante ne dépose pas de mémoire dans la procédure en annulation ¹⁵. Certains de ces arrêts sont même prononcés sans audience lorsque le conseil du requérant ou le requérant lui-même ne demande pas à être entendu.

Dès lors de deux choses l'une :

- soit l'auteur du projet entend fonder l'attribution d'un certain nombre de points sur les prestations matérielles effectivement accomplies par les avocats dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne (dépôts de pièces complémentaires de procédure [demandes de poursuite de la procédure/mémoires/...]; comparution à l'audience); dans ce cas, la simple référence au nombre d'arrêts prononcés semble manquer de pertinence;

⁽¹¹⁾ Article 4 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991, précité; article 37 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, précité.

⁽¹²⁾ Article 37 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, précité.

⁽¹³⁾ Article 15^{ter} de l'arrêté royal du 5 décembre 1991, précité; article 18, § 3, de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, précité.

⁽¹⁴⁾ Article 14^{quater} du règlement général de procédure;

⁽¹⁵⁾ Article 21, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État; article 14^{bis} du règlement général de procédure; article 22 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, précité.

- soit l'auteur du projet s'inscrit dans la philosophie poursuivie ces dernières années d'amener les requérants et leurs conseils à évaluer aux divers stades de la procédure l'utilité de poursuivre ou non leurs recours afin d'éviter ainsi d'engorger inutilement le Conseil d'État, et considère que les prestations - accomplies par les conseils dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne - comportent également l'appréciation de cette utilité de poursuivre ou non un recours et d'éclairer les requérants à ce sujet; dans ce cas, le critère du nombre d'arrêts prononcés, sans tenir en outre compte de la nature et de la portée de ces arrêts, peut être considéré comme un critère pertinent.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	J. van COMPERNOLLE	assesseurs de la section de législation,
	B. GLANSDORFF,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.160/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 november 2003 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 20 december 1999 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 20 december 1999 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning, het tarief en de wijze van uitbetaling van de vergoeding die overeenkomstig de artikelen 508/19, 508/20, 508/22 en 508/23, van het Gerechtelijk Wetboek wordt verleend aan advocaten", heeft op 8 december 2003 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Het ontworpen ministerieel besluit strekt ertoe, door punt 9 te vervangen van de bijlage bij het ministerieel besluit van 20 december 1999 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 20 december 1999 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning, het tarief en de wijze van uitbetaling van de vergoeding die overeenkomstig de artikelen 508/19, 508/20, 508/22 en 508/23, van het Gerechtelijk Wetboek wordt verleend aan advocaten¹, de verschillende maatstaven van weging van punten te verfijnen die door de bureaus voor juridische bijstand worden aangelegd voor de bijzondere prestaties van advocaten belast met juridische tweedelijnsbijstand in de aangelegenheden die onder het administratief recht vallen.

2. In verband met de andere instanties dan de Raad van State brengt het ontworpen besluit slechts één enkele wijziging aan ten opzichte van het huidige punt 9.1. van de voormelde bijlage bij het ministerieel besluit van 20 december 1999, te weten een differentiëring van de punten die worden toegekend voor prestaties voor bij Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, naar gelang de asielaanvrager al dan niet is verhoord.

In zoverre het nieuwe punt 9.1. van de bijlage nog steeds verwijst naar het begrip "Aanvraagprocedure regularisatie vluchtelingen", behoort in de eerste plaats dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt onder punt 1 van

⁽¹⁾ Het besluit is goedgekeurd onder aanvoering van de dringende noodzakelijkheid en dus niet ter fine van advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd.

artikel 1, § 1, eerste lid, in advies 36.158/2 gegeven op 8 december 2003². Als onder dat begrip effectief de regularisatieprocedure moet worden verstaan waarin wordt voorzien door de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk, is het de Raad van State niet duidelijk waarom alleen sprake is van vluchtelingen. Nog daargelaten dat de vraag rijst of niet veeleer dient te worden verwezen naar personen die een aanvraag hebben ingediend om als vluchteling te worden erkend in de zin van artikel 2, 1°, van de wet van 22 december 1999, wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat deze wet doelt op andere personen dan vluchtelingen die aan het procederen zijn.

3.1. Het ontworpen besluit voert een grondige wijziging in van het puntenverdelingsstelsel in het kader van procedures bij de Raad van State³.

Terwijl het huidige punt 9.2. van de bijlage bij het ministerieel besluit van 20 december 1999 bepaalt dat 25 punten worden toegekend in geval van prestaties bij de Raad van State, voert het nieuwe ontworpen punt 9.2., voor de gehele geschillenbepaling bij de Raad van State, een uitsplitsing in van de toegekende punten, gaande van 4 tot 50 punten, die afhankelijk is van bepaalde criteria die gebaseerd zijn op enerzijds de al dan niet summier ("beknopte") inhoud van de verzoekschriften en anderzijds het aantal door de Raad van State gewezen arresten in het kader van een procedure tot nietigverklaring en/of schorsing.

(2) Over een ontwerp van koninklijk besluit " tot vaststelling van de voorwaarden van de volledige of gedeeltelijke kosteloosheid van de juridische tweedelijksbijstand en de rechtsbijstand".

(3) Zie hoofdzakelijk: het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling Administratie van de Raad van State (hierna te noemen "algemene procedureregeling"), het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State en het koninklijk besluit van 9 juli 2000 houdende bijzondere procedureregeling inzake geschillen over beslissingen betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Deze criteria, die naar het zich laat aanzien ingegeven zijn door het voorstel van de Ordre des Barreaux francophone et germanophone en de Orde van Vlaamse Balies ⁴, strekken ertoe zowel de tweeheid van de procedure bij de Raad van State (vernietiging/schorsing) als het inleiden van vereenvoudigde of versnelde procedures, onder meer gegrond op het kennelijk niet-ontvankelijk of kennelijk niet gegrond zijn van een verzoekschrift, beter in beschouwing te nemen.

Sommige van de aldus in aanmerking genomen criteria lijken soms irrelevant te zijn uit een oogpunt van de bij de Raad van State toegepaste procesregels. Andere criteria kunnen aanleiding geven tot uiteenlopende interpretaties door de bureaus voor juridische bijstand. Nog andere criteria ten slotte, kunnen een probleem doen rijzen in zoverre ze verwijzen naar de uitspraak van een of meer arresten, zonder rekening te houden met het type van gewezen arrest, noch met de aard van de door de advocaat geleverde prestatie in het kader van de desbetreffende procedure.

3.2. Zo is het de Raad van State niet duidelijk op grond waarvan de bureaus voor juridische bijstand erover zullen oordelen of een verzoekschrift al dan niet summier ("beknopt") is gemotiveerd. Zal deze beoordeling afhankelijk zijn van het aantal aangevoerde middelen, van de wijze waarop de middelen worden toegelicht, van het aantal bladzijden van het verzoekschrift ongeacht de inhoud ervan, ...? Mocht dit oordeel bovendien worden uitgebracht zonder dat rekening wordt gehouden met het gevolg dat door de Raad van State wordt gegeven aan het verzoekschrift, zou het helemaal niet ter zake dienend kunnen blijken te zijn ten opzichte van het uiteindelijk gewezen arrest. Het is immers niet uitgesloten dat een summier ("beknopt") of weinig gemotiveerd verzoekschrift aanleiding kan geven tot een door de Raad van State gelaste vernietiging of schorsing. Een summier gemotiveerd verzoekschrift is immers niet hetzelfde als een niet behoorlijk gemotiveerd verzoekschrift en bovendien is het mogelijk dat een zelfs summier gemotiveerd verzoekschrift door de Raad van State wordt onderzocht, inzonderheid omdat een middel van openbare orde in aanmerking moet worden genomen dat mogelijk zelfs niet is aangevoerd tot staving van het verzoekschrift. Daarentegen kan een zelfs wijdlopij gemotiveerd verzoekschrift door de Raad van State kennelijk ongegrond worden verklaard. In werkelijkheid vindt dit begrip geen steun in de

⁽⁴⁾ Dit voorstel, waarin het voormelde artikel 2, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 20 december 1999 uitdrukkelijk voorziet, is niet bij de aan de Raad van State toegezonden adviesaanvraag gevoegd.

rechtspraak van de afdeling Administratie van de Raad van State. Zou het niet relevanter zijn te verwijzen naar de kennelijke niet-ontvankelijkheid of niet-gegrondheid van een verzoekschrift⁵, als gevolg van een in die zin gewezen arrest van de Raad van State?

3.3. De begrippen "een gemotiveerd verzoekschrift, niet gevolgd door de uitspraak van een arrest" en "gemotiveerde verzoekschriften tot nietigverklaring en schorsing, niet gevolgd door de uitspraak van een arrest" hebben betrekking op een zeer specifieke problematiek, te weten de verzoekschriften die niet op de rol worden gebracht omdat bepaalde gegevens ontbreken ⁶, alsmede de verzoekschriften die eerst zijn ingeschreven onder voorrecht van een pro deo-aanvraag en vervolgens gewoon van de rol worden afgevoerd omdat ze niet behoorlijk gezegeld zijn, na een beschikking tot weigering van het pro deo ⁷. In al die gevallen die de griffie nodeloos overbelasten, zijn het niet op de rol plaatsen en het schrappen van de rol het gevolg van het feit dat een advocaat, wanneer verzoeker niet alleen optreedt, geen gevolg heeft gegeven aan het uitdrukkelijke verzoek van de griffie om het verzoekschrift binnen de toegemeten termijn te regulariseren. Het lijkt dus niet relevant in zulke gevallen te voorzien in de toekenning van punten, des te minder wanneer het aantal punten hoger ligt dan het aantal dat wordt toegekend voor geldig ingediende, doch summier ("beknopt") gemotiveerde verzoekschriften.

⁽⁵⁾ Niet verwarren met de procedure die leidt tot het opleggen van een geldboete wegens "kennelijk onrechtmatig beroep" in de zin van artikel 37 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

⁽⁶⁾ Zie de artikelen 3, derde lid, en 20, derde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 9 juli 2000.

⁽⁷⁾ Zie artikel 81 van de algemene procedureregeling.

3.4. Het derde criterium waarop het ontwerpbesluit is gegrond is dat van het aantal gewezen arresten (één enkel arrest over een gemotiveerd verzoekschrift ⁸ - één enkel arrest over gemotiveerde verzoekschriften tot schorsing en tot nietigverklaring⁹ - twee arresten over gemotiveerde verzoekschriften tot schorsing en tot nietigverklaring ¹⁰).

Wellicht dient men onder "arrest(en)" te verstaan de arresten waardoor een vordering wordt afgesloten (ofwel tot schorsing ofwel tot nietigverklaring, ofwel beide tegelijk), met als gevolg dat niet wordt verwezen naar tussenarresten, zoals arresten waarbij de debatten worden heropend.

De steller van het ontwerp wordt er eveneens op gewezen dat de loutere uitspraak van een arrest niet noodzakelijk een extra prestatie van een advocaat impliceert. Het kan in de eerste plaats gaan om arresten waarbij ofwel de vordering tot schorsing ¹¹, ofwel de vordering tot nietigverklaring ¹² wordt afgewezen louter omdat de advocaat (en

⁽⁸⁾ Zulks kan voorkomen in het geval van een arrest waarbij afwijzend wordt beschikt op een vordering tot schorsing (wellicht ingesteld wegens uiterst dringende noodzakelijkheid) en dat niet gevolgd wordt door een beroep tot nietigverklaring, in het geval van een beroep tot nietigverklaring dat niet gepaard gaat met een vordering tot schorsing, in het geval van een vordering tot het opleggen van een dwangsom als gevolg van een vernietigingsarrest (artikel 36 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State) of in het geval van een vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen in het kader van de schorsingsprocedure (artikel 25 van het voormelde koninklijk besluit van 5 december 2001; artikel 9 van het voormelde koninklijk besluit van 9 juli 2000).

⁽⁹⁾ Zulks kan zich voordoen in het geval van verkorte procedures (kennelijk gegronde, kennelijk niet-gegronde of kennelijk niet-ontvankelijke beroepen tot nietigverklaring, zowel met toepassing van de algemene procedureregeling [artikelen 93 en 94] als krachtens het voormelde koninklijk besluit van 9 juli 2000 [artikel 27]/beroepen tot nietigverklaring die slechts korte debatten vereisen met toepassing van het voormelde koninklijk besluit van 9 juli 2000 [artikel 26], wanneer dus met één enkel arrest uitspraak wordt gedaan over de vordering tot schorsing en over het beroep tot nietigverklaring.

⁽¹⁰⁾ Zulks doet zich voor in het geval dat het onderzoek van de verzoekschriften in twee fases geschiedt: eerst in de geschillenberechting op vordering tot schorsing, vervolgens in de geschillenberechting op vordering tot nietigverklaring.

⁽¹¹⁾ Artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 5 december 1991; artikel 37 van het voormelde koninklijk besluit van 9 juli 2000.

⁽¹²⁾ Artikel 37 van het voormelde koninklijk besluit van 9 juli 2000.

de verzoeker) niet op de terechtzitting zijn verschenen. Er zijn tevens arresten die de afstand van het geding toewijzen, ofwel wegens ontstentenis van een vordering tot voortzetting van de procedure na de kennisgeving van ofwel een arrest waarbij de vordering tot schorsing wordt afgewezen ¹³, ofwel van het verslag van de auditeur waarin wordt voorgesteld het beroep te verwerpen of niet-ontvankelijk te verklaren ¹⁴. Ten slotte zijn er arresten die het ontbreken van het vereiste belang vaststellen wanneer de verzoekende partij geen memorie indient in de procedure tot nietigverklaring ¹⁵. Sommige van die arresten worden zelfs uitgesproken zonder terechtzitting wanneer de raadsman van verzoeker of verzoeker zelf niet vragen om te worden gehoord.

Bijgevolg staan twee mogelijkheden open :

- ofwel beoogt de steller van het ontwerp het toekennen van een bepaald aantal punten te baseren op de effectief door de advocaten in het kader van de juridische tweedelijsbijstand geleverde prestaties (indienen van aanvullende processtukken [verzoeken tot voortzetting van de procedure/memories/...]; verschijning op de terechtzitting); in dat geval lijkt het louter verwijzen naar het aantal gewezen arresten niet relevant te zijn;
- ofwel sluit de steller van het ontwerp zich aan bij de opvatting van de laatste jaren om de verzoekers en hun raadslieden ertoe te brengen in de verschillende stadia van de procedure te evalueren of het nuttig is hun beroepen al dan niet voort te zetten om zodoende te voorkomen dat de Raad van State nodeloos wordt overbelast en gaat hij ervan uit dat in de prestaties - door de raadslieden geleverd in het kader van de juridische tweedelijsbijstand,- eveneens de beoordeling is vervat van dat nut om een beroep al dan niet voort te zetten en de verzoekers daaromtrent nader in te lichten; in dat geval kan het criterium van het aantal gewezen arresten, zonder dat bovendien rekening wordt gehouden met de aard en de strekking van die arresten, beschouwd worden als een relevant criterium.

⁽¹³⁾ Artikel 15^{ter} van het voormelde koninklijk besluit van 5 december 1991; artikel 18, § 3, van het voormelde koninklijk besluit van 9 juli 2000.

⁽¹⁴⁾ Artikel 14^{quater} van de algemene procedureregeling;

⁽¹⁵⁾ Artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; artikel 14^{bis} van de algemene procedureregeling; artikel 22 van het voormelde koninklijk besluit van 9 juli 2000.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouw	J. JAUMOTTE, M. BAGUET,	staatsraden,
de Heren	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS